

TJIBAOU ET LA REGIONALISATION DE 1985

En mars 1985, après quelques semaines de calme relatif, la tension remontait en Nouvelle-Calédonie. Le Représentant du Gouvernement, Edgar Pisani, avait proposé l'organisation rapide d'un référendum proposant une « indépendance-association » de la Nouvelle-Calédonie avec la France. L'idée était peut-être visionnaire mais n'était pas réaliste compte tenu de l'opposition évidente d'une majorité de la population. Un tel référendum ne réglerait donc rien et ne ferait au contraire qu'accroître le ressentiment des Mélanésiens « indépendantistes ». J'avais la conviction que la seule véritable revendication à court terme du mouvement indépendantiste représenté par Jean-Marie Tjibaou était de pouvoir gérer lui-même l'administration et le développement économique des zones dans lesquelles il est majoritaire. Je savais que pour Tjibaou l'indépendance était d'abord une idée qui orientait son engagement social et politique avant d'être un objectif que l'on place dans un calendrier. La démarche d'indépendance était pour lui plus importante que la situation juridique.

Pendant qu'Edgar Pisani était à Paris pour obtenir l'accord du Président Mitterrand sur son projet de référendum, je convainquais son adjoint Christian Blanc de soutenir l'idée d'une régionalisation du Territoire si j'arrivais à vendre cette idée à Jean-Marie Tjibaou. Christian Blanc lui-même doutait du succès de la démarche de Pisani et m'assurait de son soutien si l'idée de régionalisation pouvait être avancée. La base du concept était que le Territoire serait divisé en trois zones dans lesquelles seraient organisées des élections locales : une zone qui serait sous la responsabilité des indépendantistes (les Loyautés et la côte est); une zone qui serait sous la responsabilité des « loyalistes » de Jacques Lafleur (le sud) et une zone incertaine où le vrai débat aurait lieu (la côte ouest). J'avais 72 heures pour faire avancer l'idée, avant le rendez-vous parisien de Pisani avec le Président. Je téléphonais donc à Hienghène à Jean-Marie Tjibaou pour lui dire que je souhaitais lui parler. Il m'invitait à partager le repas dominical du lendemain.

Nous étions assis par terre, chacun le dos appuyé à une poutre, dans la plus grande des deux nouvelles cases constituant le Centre Culturel de Hienghène. Le Centre était désert. Tout était désert d'ailleurs, avec ce calme spécial des après-midi chaudes du dimanche dans un village dont les habitants savaient que la sieste était une chose sérieuse. Lorsque j'étais arrivé en fin de matinée chez Jean-Marie Tjibaou, sa femme Marie-Claude était bien sûr à la cuisine en faisant des commentaires sur les hommes qui ne savent que préparer l'apéritif. Les enfants étaient partout en réclamant aux adultes un câlin ou la réparation d'un jouet. Les hommes - Jean-Marie, son beau-frère Weta et le chauffeur-garde du corps - étaient non pas en train de prendre l'apéritif mais de monter une bibliothèque avec de nombreux coups de marteaux sur les doigts.

La maison était une villa administrative, moderne, simple, semblable à celle mitoyenne du directeur de l'école primaire. Elle était en contrebas de la route qui traverse le village. On avait accès de la maison, à travers un terrain de broussailles plus ou moins propre, aux rochers du bord de mer d'où, paraît-il, les pêches de nuit étaient miraculeuses. C'était un endroit sympa.

Après que j'eus apporté ma contribution au montage des étagères en tenant le niveau à bulle; après que l'on m'ait présenté au beau-frère qui était par ailleurs l'un des principaux leaders mélanésiens anti-indépendantistes; après que le dit beau-frère m'ait assuré que tout ce que je pourrais faire avec Tjibaou était le bienvenu puisque ce serait son parti à lui - le RPCR - qui récolterait bientôt et définitivement le labeur des indépendantistes; après que quelques voisins et cousins soient arrivés pour partager le repas de Marie-Claude, Jean-Marie déclara qu'il était temps que nous allions au calme. Il m'emmena donc dans cette case déserte de cette partie déserte de Hienghène un dimanche après-midi.

Je connaissais Tjibaou depuis deux ans, lorsque j'étais conseiller technique du ministre des Finances de Vanuatu. Je lui servais d'interprète lors de ses rencontres avec les autorités vanuatuanes ; il venait généralement avec Yewene Yewene, qui n'était pas plus anglophone que lui. Lorsqu'ils passaient la nuit à Port-Vila, Jean-Marie et Yewene venaient dîner à la maison.

Notre amitié s'était consolidée en janvier 1985 lorsque je l'accompagnais dans un voyage à Paris pour expliquer aux Français que son engagement en faveur de l'indépendance était autant culturel que politique. Ce voyage avait été un fiasco : ni lui ni moi n'avions l'expérience des interviews et nous ne comprenions pas qu'un journaliste s'intéresse davantage à la reprise des affrontements sur le terrain plutôt qu'à la volonté mélanésienne de sauvegarder une culture. Deux mois plus tard, la tension remontait sérieusement avec le projet de référendum.

- Ici on est au calme, dit Tjibaou. Alors, comment ça va ?
- Je voulais te parler, parce que les idées de Pisani m'inquiètent et ça ne va mener nulle part.
- Pourquoi ? Il est pas mal, ce type...

Dans ces cas-là, je ne savais jamais s'il était sérieux, ironique, ou cherchait simplement des opinions contradictoires.

- Il est peut-être pas mal, mais tu sais très bien que le référendum ne va rien donner puisque le perdant n'acceptera jamais le résultat et que les gens vont encore plus se taper sur la figure qu'avant.

Jean-Marie resta silencieux quelques instants en regardant le sommet de la case.

- Alors, qu'est ce qu'il faut faire ?
- Il faut trouver un système où tout le monde est content tout de suite, en remettant le problème de fond à plus tard. Toi, ce que tu veux, c'est faire immédiatement du développement pour les Canaques par les Canaques. Le blanc de Nouméa, ce qu'il veut, c'est aller faire le coup de pêche le dimanche en gardant Laroque comme maire et Lafleur comme député. Donc la solution pour maintenant, c'est d'une part de diviser la Calédonie en régions avec des autorités locales élues - comme ça chacun sera maître chez soi-; et d'autre part un Congrès qui rassemble tous les élus régionaux et dans lequel il faudra que

tu te battes pour que les élus indépendantistes de brousse soient plus nombreux que les autres. »

J'avais abattu toutes mes cartes. Pendant ma tirade, j'ai vu le visage de Tjibaou se fermer quand j'affirmais qu'il fallait remettre le problème de fonds à plus tard. Mais je savais que je ne risquais rien et qu'il considérerait ce que j'avais dit - au moins en souvenir de notre voyage raté à Paris. Pendant les 10 jours de ce voyage, j'avais compris que sa démarche était éthique et culturelle avant d'être une politique. Atteindre l'indépendance n'était pas son but essentiel. L'important était la trajectoire. « Après l'indépendance, je resterai indépendantiste » disait-il parfois.

Lorsque, pour passer le temps au cours de notre transit dans l'aéroport glacial de Heathrow, nous avons discuté religion et lorsque je lui demandais s'il se sentait religieux en souvenir de ses années de séminaire et de prêtrise, il répondit indirectement à ma question :

- « En soi, la vie n'a pas de but. Ce qui veut dire que le but de la vie, c'est de lui donner un but. »

Dans la case du Centre Culturel de Hienghène, le silence était toujours aussi fort après ma déclaration sur les régions. Tjibaou était assis par terre, le dos et la tête appuyés contre un poteau, les yeux fermés. Il n'y avait pas de vent, pas non plus de soleil. La mer était là, mais n'attirait personne. Par l'entrée de la case, au-delà de la pelouse du centre, on voyait la baie de Hienghene sous un ciel plombé.

- Parle-moi de la région que tu prévois pour la côte ouest, dit-il.

Je lui expliquais mon point de vue : il fallait calmer le jeu là où les positions étaient fortes comme Nouméa ou la côte est. Mais il fallait aussi que quelque part sur le Territoire le débat soit incertain et donne lieu à de vraies discussions musclées. La côte ouest n'était le fief officiel ni de Jacques Lafleur ni de lui-même. Avec ce découpage du Territoire en trois régions, le débat politique pourrait se dérouler sans qu'il implique la vie ou la mort politique des principaux leaders calédoniens.

Il me demanda quel était le délai de la réflexion. Je lui répondis que je devais revenir à Nouméa avec une réponse pour que Christian Blanc puisse téléphoner à Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée. Que demain soir il serait trop tard. Il n'y avait de temps ni pour une longue réflexion, ni pour engager un processus de consultation de ses collaborateurs.

Mais je ne lui dis pas que c'était le moment de prouver qu'il n'était pas un chef de bande et qu'il n'était pas intéressé par le désordre sur le terrain. Je ne lui dis pas que le seul avantage de la situation était que, s'il était d'accord pour s'engager à soutenir une proposition de régionalisation du territoire, les choses allaient bouger dès les jours suivants. Il aurait l'avantage d'une longueur d'avance sur tous les autres - que ce soient ses opposants politiques ou les plus impatients de ses lieutenants. Mais, au fond, je ne croyais pas qu'il pourrait assumer immédiatement, et seul, la responsabilité d'une telle décision.

Je me trompais. Après encore plusieurs questions provocatrices dont il n'écoutait qu'à moitié mes réponses, après encore de longs silences, il tapait dans ses deux mains en disant

« on y va ». Je crus d'abord qu'il voulait dire que nous rentrions chez nous. Puis je compris qu'il signifiait son accord pour s'engager dans la voie de la régionalisation telle que nous l'avions abordée. Je lui demandais s'il y avait des conditions particulières ; il me répondit que la seule condition était qu'il ne devait pas y avoir de coup fourré concernant l'organisation des élections devant aboutir au partage prévu entre le sud et l'est du territoire. Je devais le rappeler le lendemain.

Je rentrais donc à Nouméa. A la hauteur de Houaïlou, je reçus un caillou sur la voiture. Je trouvais que c'était une façon de me rappeler de ne pas me mêler de ce qui ne me regardait pas. En début de soirée, j'allais voir Christian Blanc au Haut-commissariat. Le lendemain matin, je revenais le voir pour téléphoner au Secrétaire Général de l'Elysée. Jean-Louis Bianco était convaincu du plan, mais il fallait pouvoir dire qu'il s'agissait du plan Pisani de façon que celui-ci n'ait pas d'explication à donner suite à l'abandon de son projet de référendum. La suite des événements devait montrer que cela n'a pas été une bonne idée : le label « Pisani » entraînait une réaction passionnelle de la population « loyaliste ». Mais trois mois plus tard, la régionalisation se mettait en place et la situation s'apaisait. Parce que Jacques Lafleur avait juré que le « plan Pisani » serait abrogé à la première occasion – les législatives de la cohabitation s'approchaient – il fallut encore passer par le drame d'Ouvéa pour que la régionalisation s'inscrive dans l'existence de la Nouvelle-Calédonie. Tjibaou et Yewene Yewene y perdront la vie.

Jean François Bijon
Nouméa 1985
jfbijon@gmail.com